

PLAIDOYER pour le Service Public...



A l'heure où, partout, le FMI, l'OMC, les gouvernements s'attaquent aux services publics, aux systèmes de protection sociale pour satisfaire les actionnaires et les entreprises privées. A l'heure où un Nicolas Sarkozy se demande avec anxiété s'il aura le temps avant 2012 de liquider le modèle social issu notamment de la « résistance »... Certains s'interrogent sur l'utilité de débattre du Service Public du 21^{ème} siècle.

L'heure n'est-elle pas à l'indignation, à la résistance ?

Éliminons tout faux débat, toutes celles et tous ceux, militants, organisations qui depuis plus d'un an travaillent à l'élaboration de ce qui sera, sans doute, un « pacte du service public » sont de toutes les luttes, de tous les combats, de tous les appels. Parfois même ils les organisent, comme, par exemple, les syndicats, sur les retraites, comme la Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité⁽¹⁾ dont les très nombreux collectifs locaux réagissent à toutes les attaques, etc.

Mais ils sont aussi convaincus que « créer, c'est résister », alors ils ont décidé de prendre un peu de temps à cette création, à cette re-création. Et pour cela de se mettre ensemble autour d'une table.

D'abord parce que de « votation » contre la privatisation de la Poste en lutte contre la loi Bachelot, du refus de la LRU à celle en défense du fret, du retour en régie de l'eau en refus de la privatisation d'EDF, de RGPP en milliers de suppressions de postes... on voit bien qu'il ne suffit pas de réagir.

Ensuite parce que nous avons besoin de regagner la bataille idéologique pour le Service Public, y compris pour que nos résistances se transforment en victoire. Et cela nécessite de traiter sérieusement quelques grands questions.

Le dernier sondage de l'institut Paul Delouvrier (que tous les passionnés du SP connaissent) est tout à fait instructif⁽²⁾.

Comme le dit Nathalie Mons⁽³⁾ : « Des sondages récents témoignent d'un nouvel attachement au service public en général, à celui de l'éducation nationale en particulier, et à travers eux aux valeurs de gratuité, d'égalité d'accès, de laïcité. » Les artisans-défenseurs du SP sauront-ils s'en saisir ? Sauront-ils construire cette convergence entre usagers, personnels et élus ? Sauront-ils construire cette convergence des luttes au lieu de rester chacun dans son coin ? Sauront-ils obliger les politiques, les syndicats, les associations à prendre clairement position et à intégrer le Service Public dans leur combat quotidien ?

Prenons deux questions importantes qui suscitent et méritent réflexion :

La Gratuité. Portée notamment par Paul Ariès⁽⁴⁾ pour qui « ce combat pour la gratuité des services publics locaux est un premier pas ! La gratuité n'est pas toute la réponse

SATISFAITS ?

Globalement, le baromètre BVA/Institut Paul Delouvrier souligne depuis 2007 la régulière dégradation de l'opinion des Français à propos de l'action de l'État en matière de services publics. L'emploi restela première priorité – insatisfaite – des Français. Un changement majeur a été constaté pour les services de l'éducation : son caractère prioritaire progresse en flèche tandis que la satisfaction qu'en retirent les Français comme les usagers est en chute libre. Ces résultats sont à rapprocher de la récente étude PISA réalisée par l'OCDE montrant une forte dégradation du rang de la France en matière d'enseignement, passant de la 12^{ème} à la 18^{ème} place en une décennie.

Pour la première fois, une courte majorité se prononce pour « améliorer les prestations fournies par les services publics quitte à augmenter le niveau des impôts et des prélèvements » (45% contre 44%).

mais c'est un moment essentiel de la réponse. C'est remettre la « fabrique » de l'humain et du social au cœur de notre réflexion et de nos actions. C'est une gratuité économiquement construite, politiquement construite, culturellement construite dans et par les luttes sociales. » Les débats que cela ouvrent sont aussi passionnants que vifs !

Ce sont nos amis Christian Laval et Pierre Dardot qui déve-

loppent la deuxième question dans une contribution à la revue Mauss⁽⁵⁾ : « Sortir du capitalisme néolibéral, c'est aussi sortir de ce double jeu du Marché et de l'État, c'est définir une politique qui ne confondrait plus l'opposition à la marchandisation et la promotion de l'administration bureaucratique. Une autre politique d'autant plus nécessaire aujourd'hui que le néolibéralisme montre tous les jours que le Marché et l'État désignent des processus profondément enchevêtrés. » Comment ne pas voir que la spécificité « française » se heurte fortement à cette analyse. L'État n'est-il donc pas le meilleur rempart ? Il n'est nul besoin d'aller chercher le dernier scandale en date du médiateur, pour savoir que l'utilisateur n'est nullement rassuré par ce « rempart » ! N'est-il pas temps de rendre les services publics aux usagers, aux peuples, aux agents ? Et si oui, comment ? Démocratie représentative et participative ?

Ces questions et bien d'autres, nous les débattons lors des EGSP les 29 et 30 janvier à Orly. En espérant que de cette réflexion naisse une force nouvelle non pour seulement défendre mais bien pour étendre et généraliser les services publics. ●

JEAN-MICHEL DREVON

1) <http://www.coordination-nationale.org/>

2) http://www.bva.fr/administration/data/sondage/ondage_fiche/952/fichier_barometre_les_services_publics_vus_par_les_usagers5c3a8.pdf

3) Spécialiste des politiques éducatives, université Paris-Est-MLV, dans *Le Monde de l'éducation* du 12 janvier.

4) Paul Ariès, directeur du Sarkophage, auteur de *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance* (La découverte).

5) *Du public au commun*, Pierre Dardot et Christian Laval, revue du Mauss n°35.